



Déclaration de l'UNSA Éducation au CTSD du 17 janvier 2019,

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Tout d'abord permettez-nous de souhaiter à toutes et tous, au nom de l'UNSA Éducation 76 une excellente année 2019.

Et, permettez-nous, Monsieur le Directeur Académique, de vous souhaiter la bienvenue dans notre département. Nous aurons l'occasion d'échanger avec vous sur les sujets d'actualité ainsi que sur nos valeurs, celles que nous voulons pour nos collègues, pour nos élèves dans notre école de la République.

Nous souhaitons pouvoir travailler avec vous dans la confiance et le respect.

L'écoute mutuelle est ce que nous prônons pour qu'à la fois nos élèves, tous les personnels d'éducation et les personnels administratifs que nous n'oublions pas dans notre fédération puissent sereinement accomplir leurs missions dans les meilleures conditions. Pour reprendre un mot malheureusement aujourd'hui galvaudé par notre ministre, nous voulons voir la confiance appliquée et partagée dans les faits et dans les actes

On le sait maintenant, avec le budget 2019, le gouvernement a fait le choix de rompre avec l'investissement par et dans l'Éducation. C'est un très mauvais signal envoyé à la Nation. C'est un très mauvais signal adressé aux personnels quant à la compréhension par l'exécutif de leurs conditions d'exercice actuelles. Des signes d'exaspération sont pourtant visibles depuis plusieurs semaines maintenant. Il paraît indispensable et urgent de reprendre contact avec les personnels et plus largement la communauté éducative via leurs représentants élus.

Notre académie sera fortement touchée avec 119 emplois d'enseignants retirés dans le second degré et 18 emplois dans la filière administrative à la prochaine rentrée..

Quelques créations sont prévues dans le premier degré (+ 34 pour le département de Seine Maritime). On peut fortement douter qu'elles seront suffisantes pour dédoubler effectivement tous les CP et CE1 de l'Éducation prioritaire sauf à fermer des classes ou des écoles pour créer des moyens. Et que dire des ouvertures de classes au regard des progressions démographiques ici ou là ?

Pour ce qui concerne le second degré et les collèges, le tour de passe-passe sur les DHG est tout bonnement inadmissible. Notre académie perd sur le papier 119 postes mais c'est en réalité beaucoup plus du fait des transformations de postes en HSA ! Dans ce contexte, imposer aux collègues une 2^{ème} heure supplémentaire est insultant et très loin de leur redonner du pouvoir d'achat. Comment mettre en place une réforme des lycées au service des élèves en supprimant des postes, en fragilisant les établissements hors des centres-villes et en mettant les équipes de direction dans une situation intenable ?

Retour du jour de carence, report du PPCR, gel du point d'indice, individualisation des rémunérations, développement du mérite, augmentation du recours aux contrats, réduction

des prérogatives des instances paritaires... Depuis mai 2017, les mauvaises nouvelles s'accumulent pour les personnels en forgeant leur conviction que le gouvernement les perçoit avant tout comme figés, corporatistes, coûteux. Quant à leur professionnalisme, il semble être dissous dans la confiance conjuguée à sens unique par notre ministre. Après le recours aux heures supplémentaires imposées aux collègues et lycées, à quelle autre mesure les personnels doivent-ils s'attendre ?

Au niveau ministériel, comme régional ou académique, l'Unsa-Éducation a plusieurs fois exprimé sa capacité de faire des propositions qui conjuguent progrès pour l'École et progrès pour les personnels. Il en est ainsi de la GRH de proximité. Elle est désormais régulièrement évoquée mais plus souvent pour résoudre des problèmes comme la réduction de la voilure de la filière Gestion-Administration par exemple, que pour répondre aux attentes pourtant très fortes des personnels. Les réductions de moyens évoquées ci-dessus empêchent malheureusement d'espérer qu'une véritable GRH de proximité ne se mette rapidement et efficacement en place dans notre académie.

En mai 2017, l'Unsa-Éducation avait souligné l'immense défi politique et l'immense responsabilité alors posés au Président nouvellement élu. Il devait regrouper et consolider une nation qui n'a plus confiance en son avenir. L'École est au cœur de la promesse républicaine. Elle peut être un fantastique levier de progrès social. C'est la motivation de fond du million de personnels mobilisés tous les jours pour la faire vivre. Encore faudrait-il que notre tutelle en soit bien consciente et que les corps intermédiaires que nous sommes soient respectés, écoutés et entendus.